

Un mouvement peut en cacher un autre

Martial Lepic est le pseudonyme d'un collaborateur de la revue, concerné particulièrement par les problématiques liées aux transports publics.

Réfractons : Le 16 juin 2010 le ministre du Travail annonce un report de l'âge légal de la retraite à 62 ans en 2018, il déclare que le projet de loi sera déposé et discuté au Parlement à l'automne. La veille une première manifestation a eu lieu, puis on recommence le 24 du même mois. Tu es employé à la Direction de l'Infrastructure de la SNCF, dans un emploi de cadre administratif et membre du syndicat Sud-rail. Peux-tu nous dire quel est l'état d'esprit de tes collègues et camarades à la veille des vacances ?

Martial Lepic : Pour comprendre quelle est la situation de la SNCF à ce moment-là, il faut faire un bref retour en arrière et prendre trois éléments en considération.

1. L'un des aspects du démembrement du système ferroviaire réside dans la séparation entre la gestion des infrastructures (principalement les rails), et les activités de transports de voyageurs ou de marchandises qui peuvent s'exercer dessus¹. Dire aujourd'hui que je travaille à la Branche

1. Cette séparation a commencé d'être pensée au début des années 90 (la directive européenne qui a donné le « top » départ de l'évolution date de 1991). Elle a trouvé une première application structurante avec la création de RFF (Réseau Ferré de France) en 1997, à qui l'infrastructure a été remise en pleine propriété (alors qu'avant la SNCF relevait du domaine public de l'État). Simplement, pour faire passer la pilule, on a dit que RFF confiait à la SNCF la gestion déléguée de l'infrastructure. Ainsi a-t-on pu maintenir l'illusion d'une SNCF restée unique. Quant à RFF, il s'est créé sur des considérations exclusivement financières : gérer la dette du système en faisant payer des péages aux utilisateurs de l'infrastructure (dont au premier chef la SNCF) et trouver des financements publics ou privés pour entretenir et développer le réseau. Et aujourd'hui, c'est au démembrement des différentes missions de l'Infrastructure que nous assistons. La gestion des circulations (les aiguilleurs, pour donner une image) a été isolée dans une structure indépendante au sein de la SNCF : une réalité juridique intenable dont on sent bien qu'elle ne fait que préparer l'externalisation ! L'ingénierie est progressivement vidée de ses forces vives au profit d'une filiale créé au début des années 2000, initialement à 100 % SNCF, mais qui

Infrastructure de la SNCF signifie concrètement que mon champ de vision quotidien de l'entreprise est désormais cloisonné, alors qu'à mon arrivée dans un service juridique centralisé, j'avais, de par mon travail, la vision la plus large sur l'ensemble de l'entreprise et donc du système ferroviaire. Ce sentiment de rétrécissement progressif (aussi angoissant que la lumière qui disparaît petit à petit autour de l'être aimée dans *L'Écume des jours* de Boris Vian), je crois que tous les cheminots l'ont ressenti, dans la grande diversité des parcours possibles (sauf pour ceux qui ne réfléchissent pas au sens de ce qu'ils sont et qu'ils font; et il y en a aussi malheureusement). Pour filer la comparaison avec *L'Écume des Jours*, on est tous un peu des petites souris qui grattons le carrelage de nos mains, jusqu'au sang, pour que la lumière continue à s'y réverbérer. C'est, à proprement parler, mortel! Ce serait trop long à décrire ici, mais il faut comprendre qu'être « cheminot » procède aussi du sentiment plus ou moins confus d'appartenir à un même « corps ». Ce n'est pas pour rien

(note 1, suite) aujourd'hui va fusionner avec la filiale de la RATP et des investisseurs privés dans une entité qui échappera au contrôle de la SNCF. Enfin des dispositifs légaux variés et complexes banalisent les autres missions concourant à la gestion de l'infrastructure pour les rendre petit à petit concurrentielles.

2. C'était certes ce réseau physiquement là, incontournable, et autour duquel tout le système est structuré, par définition même du transport ferroviaire. Mais c'était aussi le réseau de tous ces agents qui y trouvaient inconsciemment le motif propre de leur solidarité. Une solidarité entre nous, mais aussi au service des autres — les usagers — même s'il y aurait beaucoup à dire des raisons pour lesquelles on a laissé les usagers et les salariés se tourner le dos. Tout ceci dans le cadre d'une obsession: la sécurité du système; la hantise de l'accident. Voir le film *Cheminots*, de Luc Joulé et Sébastien Jousse, sorti en novembre 2010, remarquable d'intelligence par rapport à ce rapport au corps.

qu'on parlait avant des « réseaux de chemins de fer »².

2. Dire ensuite que je bosse en direction signifie que je subis la pression croissante des discours idéologiques qui y sont construits pour justifier l'évolution. Mes collègues au fin fond d'un atelier de maintenance des voies ou du matériel, ou le conducteur dans sa cabine, ou qui sais-je, subissent aussi cette pression idéologique, et ils en savent tout autant. Je pense néanmoins que la prégnance de la matière physique (un moteur de loco, une file de rail à ausculter, un train qu'il faut tirer, bref tout l'aspect industriel de la SNCF) peut être, pour eux, un relais très concret pour ne pas perdre le sens de la réalité et résister un peu à la folie de l'intensification du travail. En direction, cette folie est à la fois l'outil de la pression extérieure, et à la fois la matière même de ce sur quoi on nous demande de « produire ». Dans mon travail, je suis contraint de faire mien ce système juridique suicidaire, pour proposer les solutions contractuelles possibles à tel ou tel projet, tout en sachant que les solutions les plus durables sont celles qui vont dans le sens de l'évolution du système: l'éclatement et l'externalisation. C'est psychologiquement pénible. Bref, quelles qu'en soient les modalités ici ou là, nous vivons tous l'intensification du travail qui amène inéluctablement ce qu'on appelle maintenant — improprement selon moi — la souffrance au travail.

3. Dire enfin que je suis dans un milieu de cadre permet de rappeler que mon univers immédiat n'est pas propice à l'action collective.

Il faut garder tout ce contexte à l'esprit si l'on veut saisir l'état du corps cheminot à cette veille de nouvelle bataille sur les retraites; retraites qui ont été un des éléments structurant ce corps, car jusqu'à

2007, c'était bien la même entité juridique SNCF qui gérait les actifs et les retraités. Il faut mesurer aujourd'hui combien la SNCF, pourtant issue des entreprises purement capitalistes des grandes familles bourgeoises du XIX^e siècle, a finalement été le creuset de valeurs et de structures antithétiques, revendiquées par le mouvement ouvrier: solidarité, mutuellisme, service public... Or, par rapport aux retraites, il faut rappeler la dernière étape de 2007, où l'enjeu était l'alignement progressif des régimes spéciaux (dont la SNCF était emblématique) sur l'état des défaites de 1993 (régime général) et 2003 (fonctionnaires). On ne reviendra pas sur les raisons de cette énième bataille perdue et sur les stratégies syndicales qui s'y sont illustrées. Il demeure que, quelque part, je pense que cette défaite avait été « libératrice », dans le sens de: ça y est! Il ne reste plus rien de la spécialité SNCF (dans ses principes mêmes, s'entend), on a fini de perdre parce qu'on est arrivé au bout de ce qu'il y avait à perdre. Maintenant, qu'on nous foute la paix!

Dès lors, quand le gouvernement, à peine trois ans après, revient avec un nouveau tombereau de saloperies à déverser sur ce deuil, l'attitude est partagée. D'un côté nous sommes las. D'un autre côté, le gouvernement n'a plus l'argument de la division entre les groupes sociaux pour faire passer sa supercherie d'« équité ». Le projet du gouvernement nous rassemble tous au contraire, au-delà de la SNCF, et il apparaît évident qu'il s'agit d'un projet de classe pour assurer toujours plus la prédation des dominants sur le reste du corps social. Car les défaites de 2003 et 2007 auront malgré tout permis de diffuser des argumentaires sur les régimes de retraites qui ont montré au plus grand nombre que la faillite du système est un leurre, construit de toutes pièces. Les discours syndicaux, (notamment à la CGT qui recueille encore 40 %

des suffrages aux élections professionnelles) insistent sur cette partie du sentiment cheminot à ce moment-là. Quelque part, le deuil de notre spécificité nous a ouverts à la possibilité d'une dignité nouvelle, agrégative, et avec un enjeu social très structurant: le travail, le temps du travail, les conditions du travail (le gouvernement lui-même a fait un lien morbide entre le temps et la pénibilité).

Pour ma part, j'ai vécu cette période dans cette ambivalence.

Réfractons : Je crois que nous avons compris à quel point l'atmosphère de ton entreprise est détestable. Peux-tu nous dire quels sont les espoirs de ton organisation quand elle appelle avec d'autres à ces deux manifestations juste avant les vacances ?

Martial Lepic : Sur la stratégie syndicale globale, il est clair que l'on a beaucoup de mal à trouver le moyen de dépasser l'unité qui étouffe. Avec une CGT-cheminot encore à 40 % et les suivants (SUD, UNSA et CFDT) entre 15 % et 10 %, la manœuvre grossière de dire que toute décision d'un syndicat qui ne serait pas exactement le choix de l'interfédérale fait le jeu de la division (même que c'est pour aller au-delà et non en deçà du plus petit commun dénominateur) fait encore mouche. Si les gros imposent la grève carrée³, couvrir les agents qui voudraient faire plus en posant des préavis reconductibles provoque immédiatement l'isolement. Quand en plus cette stratégie est développée au niveau interprofessionnel par les deux gros négociateurs et bénéficiaires de la loi sur la représentativité syndicale (CGT et CFDT), c'est très difficile de trouver le trou de souris pour proposer autre chose sans se faire marginaliser dans les interfédérales.

3. Grève carrée: grève de 24 heures au maximum, non reconductible.

Ceci étant, depuis le mouvement de 2007 à la SNCF, tout le monde a pu observer que les sections de base acceptent de moins en moins ces stratégies perdantes, et la conviction qu'il fallait proposer autre chose était forte, tous syndicats confondus ou presque. Dans cette optique, des grèves carrées avant les vacances ont malgré tout le mérite de vérifier l'état d'adhésion des salariés à la résistance et à la lutte. Et la volonté était bien là, puisque les journées d'action ont été très suivies, et qu'au cours de celles-ci, de nombreux cortèges scandaient «grève générale», y compris sous les banderoles des organisations pro-grève carrée. D'autant que, face à un gouvernement qui a toujours affiché son refus de ne rien discuter et sa détermination à faire passer cette loi de «classe» par tous moyens, il était évident pour tout le monde qu'une stratégie visant un compromis était inepte dès le début (contrairement à 2003 avec le rôle pivot de la signature par la CFDT, ou 2007 à la SNCF où le gouvernement a joué l'illusion des tables rondes et de certains aménagements pour permettre à la CGT de garder la face).

Reste que ces journées d'action carrées avaient été initiées en mars, et qu'il fallait passer à autre chose.

Réfractons : Donc le test avant les vacances de l'été 2010 s'avère positif quant à la volonté à la fois de l'appareil syndical et des sections de base d'en découdre. L'antipathie pour le pouvoir va croître durant les vacances avec le durcissement du discours sécuritaire présidentiel français. Au moment où les manifestations redémarrent, un désir d'élargir les raisons du mécontentement à des «questions de société» existe-t-il parmi tes collègues et camarades syndicaux ?

Martial Lepic : Là encore c'est ambivalent. Certains éléments de contexte ont

poussé vers l'expression d'un ras-le-bol du système politico-économico-social. L'affaire Woerth-Bettencourt notamment, qui frappe par la vision de mondes opposés. D'un côté celui de la confusion des élites économiques, politiques et sociales ; un monde où l'on se «dépanne» les uns les autres d'un milliard ou deux (!), d'un emploi plus ou moins fictif par ci par là, d'une contribution aux bonnes œuvres électorales et où tout n'est que lutte pour le Pouvoir (à l'intérieur de la famille comme à l'extérieur dans la société). De l'autre, celui de l'insécurité sociale permanente, plus ou moins vraie économiquement selon la plus ou moins grande intégration au système (un retraité miséreux, un précaire, un ouvrier/employé du privé, un fonctionnaire, un cadre supérieur, ne sont pas dans la même urgence sociale), mais vraie psychologiquement pour tous (le fonctionnaire ou le cadre n'est plus à l'abri de rien). Cette affaire Woerth-Bettencourt, en elle-même anecdotique, a pris durant l'été une valeur de symbole, que l'on a retrouvé fréquemment dans le matériel de propagande et de manif à l'automne. Or c'est bien un système de domination qui était visé.

Il y a ensuite la variété des manifestants (salariés du public et du privé, retraités, sans-papiers, précaires, formations politiques et collectifs sociaux et pas seulement les syndicats, plus tard viendront même les lycéens), qui amenait, de fait, à reposer la question du travail lui-même. J'ai été frappé par toutes ces expressions, pour des métiers très divers, de ce que le recul de l'âge légal de la retraite allait prolonger une souffrance physiquement insupportable. Cette expression m'a semblé aussi importante que celle sur le financement des retraites (et la conscience que cette contre-réforme est d'abord un hold-up des puissants sur les travailleurs). On était bien là dans la remise en cause de l'intensification du

travail, pour ses effets et pour le sens même du travail comme aliénation ou émancipation⁴.

Enfin, à la SNCF par exemple, les préavis unitaires pour les premières journées carrées, puis pour une «reconductible», faisaient tous le lien entre les revendications sur les retraites, sur l'emploi, sur l'apprentissage (qui est toujours un sujet particulier à la SNCF car il participe de ce «corps» dont je parlais tout à l'heure), et les questions autour du Fret.

Mais parallèlement, on a chaque fois davantage l'effet mécanique du cadre syndical institutionnalisé (les «partenaires sociaux»), qui n'est pas enclin à construire un mouvement «révolutionnaire» au sens de remise en cause des principes mêmes de la société. C'est vrai des confédérations qui sont complètement intégrées à ce fonctionnement institutionnel (pour les deux principales d'entre elles, elles se sont compromises jusque dans la loi sur la représentativité syndicale), et qui se retrouvent pourtant mises à l'écart par le gouvernement dont le choix de passage en force est l'affirmation de sa toute puissance. Ces confédérations veulent simplement obliger le gouvernement à les réintégrer dans le processus de réforme en respectant les règles du spectacle de la négociation. Du coup, elles ont réduit l'enjeu au projet de loi et aux données macro-économiques censées le justifier ou non (démographie, chômage, nature et origine des financements, etc.). Le rapport concret au travail, comme valeur et outil d'une construction sociale, est alors escamoté, car il dépasse de trop le champ syndical institutionnel. De cela les CGT et CFDT sont évidemment principalement responsables, mais les structures récentes, construites en réaction aux syndicats institutionnels (l'Union Syndicale Solidaires en général et SUD Rail en particulier, qui a quinze ans à peine) ne sont pas à l'abri de toute critique non plus.



Réfractons : La première manifestation après les vacances a lieu le 7 septembre. Le nombre de manifestants a doublé depuis juin dernier. Après les celles du 7 septembre qui ont réuni entre 1,2 et 2,7 millions de manifestants et plus de 200 cortèges, après celles du 23 septembre qui ont été plus nombreuses encore (232 cortèges, un million de personnes selon la police et plus de 3 selon la CGT), le 2 octobre le record a été au moins égalé en France : selon la police, les cortèges ont réuni 899 000 personnes, 2 900 000 selon la CFDT et trois millions selon la CGT. Le mardi 12 octobre tout le monde s'attend à ce que la jeunesse étudiante et lycéenne rejoigne le mouvement. Est-ce aussi le cas parmi vous et que vous inspirent ces jeunes qui pensent déjà à la retraite ?

Martial Lepic : D'abord, de manière assez notable, j'ai l'impression que ce sont plus les lycéens que les étudiants qui ont rejoint le mouvement. J'ai moi-même deux fils dont l'un rentrait en seconde à la rentrée 2010, et qui aura fait à cette occasion ses premières expériences d'organisation collective (blocus du lycée,

4. Sur les rapports entre travail et émancipation, voir l'article de Philippe Davezies (médecin, enseignant-chercheur en médecine et santé au travail à l'Université de Lyon-I et praticien hospitalier), «L'Émancipation vis-à-vis du travail, dans le travail, par le travail?» Revue *Travailler* n° 6/2009.

manifestations, tentatives d'actions conjointes des salariés...). Or, à les voir, c'était l'illustration de ce que nous disions tout à l'heure sur le fait que ce mouvement a dépassé la seule question technique du financement des retraites.

À 15 ans, il est clair que la retraite est quelque chose de très abstrait. Encore que, déjà sur ce terrain, l'argument de l'espérance de vie croissante qui impliquerait nécessairement de travailler plus longtemps, induisait logiquement que toute personne en vie devait se sentir concernée, quel que soit son âge. Le gouvernement ne pouvait pas user de cet argument (malhonnête par ailleurs) et prétendre en même temps que ne sont légitimes à avoir un discours et une action sur cette contre-réforme que les salariés à 5 ans du taquet. Et puis les jeunes ne sont pas une catégorie autonome coupée du reste de la société. Ils ont des parents, des grands-parents, qu'ils voient se débattre plus ou moins bien dans leur environnement; ils vivent dans un quelque part dont ils sont capables de voir les réalisations et les destructions. Bref, ils sont en plein dans la société, comme tout le monde, et ils apprennent à la penser par eux-mêmes.

Mais au-delà de cette rhétorique, les lycéens et étudiants font l'expérience quotidienne concrète de la réduction des moyens, et plus encore des ambitions du système éducatif: un tri des enfants selon leur plus ou moins grande capacité à se conformer à des «compétences» (parmi lesquelles l'obéissance), un objectif utilitariste de «donner du travail» alors que c'est précisément ce que le système détruit. Les lycéens et étudiants le ressentent bien, même si la formalisation de leurs discours se cherche en attrapant au vol des images dans les discours qu'ils entendent; ce qui est normal. Sans compter qu'il faut aussi nuancer cette perception par le fait que les médias

savent construire cette image du jeune simpliste et excessif. Or ce travail détruit par les dominants, c'est non seulement la notion économique d'emploi, qui permet de «perdre sa vie à la gagner», mais aussi et surtout – on y revient – la notion sociale de travail, comme une activité humaine qui peut être ou devenir collectivement émancipatrice lorsqu'on lui donne toute sa place. C'est donc le mensonge du discours dominant sur les valeurs censées être portées, qui ne peut plus passer, y compris auprès des jeunes

Et puis il y a aussi l'aspect exaltant et festif de la lutte. J'ai assisté à des blocages de lycées, où quarante «gamins» se retrouvent à 6 heures du matin avec une apparence d'éparpillement mais en fait une énergie et une efficacité remarquables. On n'était pas loin de l'anarchie!

Réfractations : Nous avons assisté à une montée en puissance des manifestations nourries tant par le mécontentement ambiant que par l'impression que le pouvoir est autiste. La manif du samedi 2 octobre par son succès donne l'impression que «le peuple» est dans la rue, c'est-à-dire plus que les manifestants habituels. C'est à partir de ce moment-là que des blocages ponctuels vont être envisagés, organisés, créant une grande espérance dans la tête des «révolutionnaires». Peux-tu nous dire quel est votre état d'esprit à ce moment-là, où j'ai l'impression que les choses peuvent basculer. On sait aujourd'hui qu'elles ne le firent pas...

Martial Lepic : Effectivement, le passage à l'action (et non plus seulement à la grève, qui au premier abord peut paraître une «non-action») était un signe fort, et peut-être plus encore pour les cheminots.

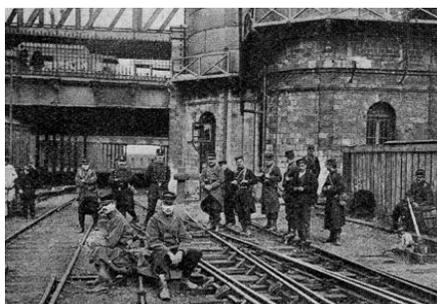
Traditionnellement, les transports étaient le secteur sur lequel on comptait pour gêner la production et asseoir le rapport de force d'un mouvement. Dans

cette logique, et plus encore depuis 1995, on attendait que les cheminots s'y mettent (cf. 2003 où l'une des actions de sabotage du mouvement aura été de retenir l'intervention des cheminots et de laisser s'épuiser les fonctionnaires, notamment de l'Éducation Nationale). De même, lorsque les routiers s'en mêlent, la tension monte tout de suite d'un cran. Et de fait, l'un des aspects des logiques répressives des mouvements sociaux a consisté depuis dix ans à sanctionner toujours plus sévèrement les blocages des transports (occupations des voies de chemin de fer de plus en plus réprimées, lois pour tenir les routiers à la gorge avec la sanction du retrait du permis en cas d'utilisation des camions pour des blocages, envoi immédiat de l'armée par Sarkozy ministre de l'Intérieur pour empêcher tout début de bouchon en 2002-2003 de mémoire, etc.).

Or cette fois-ci, c'est le secteur du pétrole qui a pris le relais, d'un coup et de manière magistrale : grève quasi à 100% de toutes les raffineries (permettant d'arrêter carrément les usines) et blocage concomitant des dépôts. À bien des égards ; ce fut symbolique. Le choix du pétrole comme enjeu du rapport de force, tout d'abord, qui nous fait faire immédiatement le lien, au travers de notre dépendance au pétrole, avec la critique des décroissants (et parmi la multiplicité des discours qui s'en réclament, je retiens évidemment l'approche libertaire qui lie la critique de la croissance capitaliste avec la nécessité d'une révolution sociale). Ensuite, il est remarquable que ce passage à l'action ait été le fait de structures et d'outils ouvriers traditionnels. C'est une « bonne vieille » fédération CGT qui était majoritairement à la manœuvre, et elle a utilisé une « bonne vieille » grève avec occupation et piquets de grève. Au moment où le mouvement social s'interroge sur ses modes d'actions, on a eu là un anachronisme rafraîchissant (pour

manier l'oxymore !). Enfin, plus particulièrement vis-à-vis des cheminots, ce passage de témoin entre le secteur des transports et celui des produits pétroliers est venu appuyer à mes yeux ce que je disais du deuil de la spécificité des cheminots au sein du monde salarié. Nous n'avons plus de régime « spécial » et nous n'avons plus ce rôle propre de bloquer l'économie pour asseoir le rapport de force d'un mouvement. Ce n'est plus aux autres de venir dans les AG de cheminots pour sentir le pouls et tenter des jonctions, c'est à nous d'aller dans les AG des autres pour exercer notre solidarité sur leur terrain.

Bien sûr ces remarques sont à nuancer. Les cheminots ont développé aussi leurs actions traditionnelles sur leur outil de travail propre, et dans les bastions militants de la SNCF (la région de Marseille notamment) les blocages de l'activité ferroviaire ont été nombreux et efficaces. Peut-être est-ce mon prisme... des militants SUD Rail, et plus généralement Solidaires, qui sont souvent en parallèle dans des collectifs privilégiant l'action directe (anti-OGM, RESF, soutien aux sans-papiers), mais j'ai l'impression confuse d'une tendance des cheminots à l'action vers l'extérieur, avec d'autres secteurs, sur leurs terrains. Une espèce de curiosité et d'excitation à éprouver soudain le pied d'égalité avec les autres salariés.



En tout cas, pour revenir plus au centre de ta question, ce passage à l'action a sans doute été ressenti collectivement, aussi comme un moyen d'émanciper le mouvement des bureaucraties syndicales. Il est autrement plus difficile de commander à des syndicats impliqués physiquement dans la maîtrise d'un territoire (l'usine, le carrefour, etc.), que de canaliser des manifestants dans une simple marche sur un parcours hyper-balisé.

Ceci étant, comme ta question invite à le penser, je crois que nous avons été nombreux à avoir l'impression d'être au bord de quelque chose sans pour autant voir comment ce quelque chose pourrait vraiment advenir. Il y a certes eu un énorme travail des médias intégrés à l'ordre établi pour masquer constamment des bouts du tableau et ne jamais donner à voir l'ampleur des actions. Mais même dans le milieu militant habitué à passer outre le miroir tronqué des médias des dominants, on ne trouvait pas l'énergie de la dernière poussée qui aurait pu faire basculer. Peut-être a-t-il manqué quelque chose de spectaculairement symbolique. Eric Hazan, dans *L'invention de Paris*, fait des développements sur la barricade dans la ville, et le fait que peut-être, Mai 68 a tiré une partie de son énergie singulière, de la réactualisation de cette représentation de la barricade. Objectivement, tenir la rue Gay-Lussac ne représente rien en terme de territoire ou de confrontation aux institutions de pouvoir; mais symboliquement, c'est l'image même de l'insurrection. L'Histoire ne repasse pas les plats et les symboliques évoluent. Des barricades à Paris ou ailleurs, en 2010, n'auraient probablement pas eu le même effet. Mais je veux dire qu'il a manqué peut-être un catalyseur de cet ordre.

Réfractons : Nous arrivons au bout de notre entretien. Le dernier signe que quelque chose s'est passé cet automne 2010 s'incarne dans le refus de la direction de la CGT d'aller boire et manger avec le président de la République. La classe politique est soulagée. Le débat peut sembler se passer sur le seul plan politique en direction de la prochaine élection présidentielle. Au fond la question des retraites n'était-elle pas l'arbre qui cachait la forêt? Peux-tu de ton observatoire impliqué avancer quelques thèmes qui pourraient remettre les mêmes dans la rue? J'aimerais revenir sur la fin de ta dernière intervention. En effet, la question qui se pose, c'est de savoir à la fois ce qui a empêché la bascule et ce qui pourrait la permettre. Je pense quant à moi qu'il est un peu court d'en rendre responsable l'appareil syndical ou l'absence de ce que tu appelles le symbolique, même si c'est, je le reconnais, particulièrement séduisant.

Martial Lepic : Attention! Je te répondais sur la question du moment du passage des grèves/manifestations aux actions de blocages/occupations. Ce moment ressort de l'action directe et du spectaculaire. Il engage donc à mon sens plus spécifiquement le rapport de la base des syndicats aux bureaucraties confédérales d'une part, et la symbolique d'autre part. Mais il est bien évident qu'on ne peut réduire l'analyse à ces deux éléments.

Il est remarquable, notamment, que l'on a en face de nous un État de plus en plus totalitaire au sens où il est partout, politiquement, physiquement et psychologiquement. Quelque part, sa présence centrale dans la question des retraites est aussi le résultat de la nationalisation de la Sécu qui à l'origine était une construction paritaire dans laquelle le monde ouvrier avait placé un peu de sa tradition propre d'un mutuellisme extra-étatique. Totali-

taire aussi au sens où il s'est donné des moyens d'intervention toujours plus puissants; qu'il utilise très vite à un niveau d'intensité élevé. Cela agit psychologiquement en bouchant l'horizon collectif: quand on imagine le développement d'un mouvement social, on a de plus en plus de mal à penser un flottement du Pouvoir. On n'arrive qu'à penser la répression; qui, de fait, arrive vite.

Parallèlement, la conjonction d'une société toujours plus technologique, de la marchandisation de tous les aspects de la vie, et de la délocalisation des productions industrielles nous rend plus dépendants, collectivement et individuellement, des rouages du système. La déconstruction de celui-ci apparaît plus complexe. D'autant plus que, de l'autre côté de l'espoir (de *l'Espoir* pourrait-on même dire par référence au sujet du film de Malraux), il semble aujourd'hui manquer une vision d'ensemble qui structurerait la construction d'une socialisation nouvelle et émancipatrice. Je pense qu'une majorité de gens a un sentiment de paralysie, à pas pouvoir détruire, à pas savoir déconstruire, à pas voir quoi construire.

En revanche, cette nouvelle défaite pourrait être plus féconde, en ce sens justement que cette discussion que nous avons sur le but mais plus encore les moyens d'action pertinents, on la voit qui se tient au même moment dans de nombreux espaces militants (syndicats, collectifs, organisations politiques, etc.). Il sortira bien quelque chose de ces réflexions...

Quant à savoir quels thèmes pourraient remettre les personnes dans la rue, c'est la question à mille balles! Avec les retraites, comme on l'a vu, on avait quelque chose de très englobant. On touchait au socle même de ce qui restait de la solidarité obtenue par les luttes du xx^e siècle (le programme du Conseil

National de la Résistance pour figer un moment historique précis). On ouvrirait nécessairement sur le rapport au travail lui-même: ce qu'il est et devrait être, son sens individuel et social, etc. Et ceci dans la conscience qu'il s'agit d'une guerre sociale des dominants sur la masse de la population.

Le prochain objectif du gouvernement, pour prélever encore plus de la richesse produite au profit des détenteurs du capital, ce sont les deux autres caisses de la Sécu: l'assurance-maladie et les allocations familiales. La première, en parallèle de l'organisation générale du système de santé publique (à commencer par les hôpitaux), est déjà fortement mise à mal, l'objectif étant, de fait, une privatisation au profit des assureurs. Quant aux allocations familiales, notre tyran local n'a-t-il pas réaffirmé en janvier 2011 en Guadeloupe que «l'assistance n'est pas l'avenir»? Certes, il s'agissait d'une critique – très hypocrite! – du modèle politico-économique de ce que l'on appelle toujours «l'Outremer». Mais la formulation en principe moral, prépare le terrain à une mise à mal, aussi, de ce troisième pan de la Sécu.

Les contre-réformes à venir sur ces thèmes seront-elles aussi frontales et violentes que sur le régime de retraites, pour fédérer un nouveau mouvement social? J'avoue ne pas savoir me forger un avis. D'autant plus que la question des moyens d'action pertinents (aujourd'hui au moins aussi importante que celle des buts), nous invite à nous défaire aussi de la séquence classique: projet du gouvernement > réaction syndicale et/ou associative > manifestations/grèves (avec ou sans blocages/occupations).

Ce qui m'interpelle en revanche, c'est la réapparition du travail dans une problématique sociale qui était jusque-là axée sur l'emploi (tant du côté gouvernement que côté syndicats). Avec ce

conflit sur les retraites, comme je le disais tout à l'heure, c'est vraiment les conditions de travail, donc son contenu, donc son sens, qui ont pointé dans les expressions des manifestants, au-delà du discours macro-économique dans lequel on parle d'emplois, de salaires, de redistributions, comme des masses agrégatives et abstraites. Avec l'intensification du travail dans tous les domaines d'activité, et avec la casse accélérée, sous différentes formes, des services publics, le sujet fédérateur (y compris pour ceux qui n'ont pas d'emploi, et souvent pas de travail non plus) peut-il être le travail lui-même ? Comment accrocher un tel sujet à partir d'une situation concrète de conflit qui motive une expression collective

fédératrice ? Là encore, j'ai du mal moi-même à voir comment tout cela pourrait advenir. Mais il y a sans doute quelque chose à faire et à proposer en ce sens.

À moins qu'un mouvement ne naisse de la pression générale du Pouvoir (policrière avec la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ou «LOPPSI», économique avec les réformes fiscales anti-redistributives, idéologique avec une liberté d'expression toujours plus remise en cause, etc.), et/ou, pour une fois, d'un embrasement général (Grèce, Tunisie, demain l'Algérie, l'Italie ou l'Angleterre, etc.)...

**Propos recueillis
par Pierre Sommermeyer**



Affiche de Grandjouan.

Les photos précédentes proviennent de la grève des chemins de fer à Paris, en 1910, et ont été publiées par la revue *La Vie ouvrière*.